vinetur

Les distillateurs britanniques prévoient des fermetures d'entreprises alors que le gel des droits d'accise sur les spiritueux est préconisé dans la perspective du budget

Les dirigeants du secteur affirment que l'augmentation des taxes menace les petits producteurs et les économies locales et appellent à un véritable gel pour soutenir la survie du secteur.

mardi 2 septembre 2025



Des distillateurs de tout le Royaume-Uni se sont réunis aujourd'hui à Westminster pour exhorter le gouvernement à geler les droits sur les spiritueux dans le prochain budget. Cette visite, organisée par le groupe parlementaire multipartite sur les spiritueux britanniques (APPG), intervient alors que de nombreux acteurs du secteur avertissent que de nouvelles augmentations de taxes pourraient menacer la survie des petites et moyennes distilleries.

L'APPG, créé en juillet 2025, est à l'origine d'un appel en faveur d'un gel complet des taux d'imposition. Ses membres affirment que tout ce qui n'est pas un véritable gel - c'est-à-dire aucune augmentation - ne suffira pas à soutenir une industrie qu'ils décrivent comme étant "à genoux". La députée Carolyn Harris, présidente de l'APPG, a abordé directement la question en déclarant que les distillateurs sont confrontés à l'une des périodes les plus difficiles de leur histoire récente. Elle a insisté sur la nécessité d'un véritable gel, et non d'une augmentation déguisée en gel en la liant à l'inflation.

Dans le dernier budget, les droits sur les spiritueux ont été gelés en fonction de l'inflation, ce qui s'est traduit par une augmentation de 3,65 %. Cette hausse faisait suite à une augmentation de 10,1 % imposée par le précédent gouvernement conservateur. Les dirigeants du secteur affirment que ces hausses consécutives ont exercé une forte pression sur les producteurs.

Kathy Caton MBE, fondatrice et directrice générale de Brighton Gin, explique que son entreprise ne se contente pas de produire des spiritueux. Selon elle, Brighton Gin contribue à l'économie locale en créant des emplois qualifiés, en soutenant le tourisme et en promouvant la durabilité tout en se forgeant une réputation mondiale de qualité. Cependant, elle a fait remarquer que les augmentations répétées des droits de douane ont empêché les spiritueux artisanaux de rester abordables dans les pubs et les restaurants locaux et ont limité les possibilités de croissance.

Karl et Cathy Mason, directeurs de Masons Gin, se sont fait l'écho de ces préoccupations. Ils ont expliqué qu'ils étaient acculés par l'augmentation des cotisations à l'assurance nationale, des droits d'accise et des nouvelles exigences en matière de développement durable. Selon eux, ces pressions rendent plus difficile l'expansion de leur entreprise.

Ben et Kate Marston, cofondateurs et directeurs de la distillerie Puddingstone, ont également évoqué l'impact des taux d'accises élevés. Ils ont déclaré qu'en tant que petits producteurs, ils ont vu comment des taxes punitives affectent non seulement leurs propres activités, mais aussi l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement, depuis les agriculteurs qui cultivent des plantes médicinales jusqu'aux artisans qui travaillent dans leur distillerie. Les Marston pensent qu'avec un soutien gouvernemental adéquat, les distilleries britanniques peuvent continuer à représenter l'excellence nationale tant au niveau national qu'à l'étranger. Ils ont appelé à des politiques fiscales équitables qui encouragent l'innovation au lieu de l'entraver.

Laurence Conisbee, directeur de la distillerie Wharf dans le Northamptonshire, a décrit comment son équipe a ressenti les effets de ce qu'il appelle un système de droits de douane défaillant. Wharf, l'une des plus petites distilleries de whisky d'Angleterre, a dû faire face à des augmentations de taxes que M. Conisbee a qualifiées d'"exorbitantes".

Selon lui, ces augmentations bloquent la croissance de l'un des secteurs les plus prometteurs du Royaume-Uni.

La visite des distillateurs à Westminster met en lumière les préoccupations croissantes du secteur quant à la future politique fiscale. De nombreux producteurs affirment qu'ils luttent déjà contre la hausse des coûts et les exigences réglementaires accrues. Ils affirment que sans une action immédiate du gouvernement - un véritable gel des droits sur les spiritueux - le secteur pourrait connaître de nouvelles fermetures et pertes d'emplois.

Le gouvernement n'a pas encore indiqué s'il envisageait un gel total des droits sur les spiritueux dans le prochain budget. Les distillateurs espèrent que les réunions d'aujourd'hui persuaderont les législateurs de prendre des mesures urgentes pour protéger une industrie qui, selon eux, est vitale pour les économies locales et les exportations britanniques.